TUNISIE

Les événements depuis la fuite de Ben Ali

Vendredi 14 janvier

- 17h GMT : Le Premier ministre Mohammed Ghannouchi annonce qu'il assure l'intérim de la présidence en remplacement de Ben Ali, qui a quitté le pays.

Ben Ali et sa famille ont trouvé refuge en Arabie saoudite.

- Paris «prend acte de la transition constitutionnelle» et souhaite «la fin des violences». Washington salue le «courage et la dignité» du peuple tunisien, appelant à des élections «libres et justes».

- Principaux aéroports tunisiens fermés tandis que débute le rapatriement des touristes européens.

Samedi 15

- Dans la nuit, pillages et destructions à Tunis, sa périphérie et en province malgré un couvre-feu. Exactions contre des propriétés de la famille et la belle-famille de Ben Ali, les Trabelsi.

- Le Conseil constitutionnel proclame la «vacance définitive du pouvoir» et nomme le président du Parlement, Foued Mebazaa, président par intérim, en vertu de la Constitution.

- Mebazaa annonce que Ghannouchi reste en place et formera un nouveau gouvernement.

- Imed Trabelsi, neveu de l'épouse de Ben Ali, succombe à une blessure à l'arme blanche.

Dimanche 16

- Un neveu de Ben Ali interpellé à Msaken (centre).

- Des blindés de l'armée restent déployés aux endroits stratégiques dans la capitale. Allègement du couvre-feu dans le pays.

- Arrestation de l'ex-chef de la sécurité de Ben Ali, accusé d'être le responsable de pillages et exactions.

- Afrontements à Tunis entre miliciens fidèles à Ben Ali et forces de sécurité.

Lundi 17

- Manifestations pour exiger la dissolution du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) de Ben Ali.

- Mohammed Ghannouchi annonce un «gouvernement d'union nationale» marqué par l'entrée de trois chefs de l'opposition au régime Ben Ali, mais dans lequel l'équipe sortante conserve les postes-clés.

- Il annonce des mesures d'ouverture démocratique et la légalisation de tous les partis politiques qui le demanderont. Les élections générales devraient se tenir dans «six mois au plus tard», selon lui.

- Les violences ont fait 78 morts et 94 blessés.

Mardi 18

- Tunis se remplit à nouveau de passants et de véhicules.

- Ghannouchi défend son gouvernement, affirmant que les ministres de Ben Ali maintenus dans la nouvelle équipe ont «les mains propres», et promet que les responsables de la répression seront jugés.

- Dispersion violente dans la capitale de manifestants parmi lesquels des islamistes hostiles à la présence de ministres de Ben Ali. Manifestations en province.

- Démission des trois ministres appartenant à l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), à la demande de la centrale syndicale.

- Retour d'exil de l'opposant historique issu de la gauche laïque Moncef Marzouki, candidat à la future présidentielle.

- Le mouvement islamiste Ennahda annonce son intention de demander sa légalisation et de participer aux législatives.

- La ministre française de l'Economie promet une action «très ferme» de Paris pour empêcher la fuite des avoirs de Ben Ali et de ses proches.

TERGIVERSATIONS PUIS RÉTROPÉDALAGE DU POUVOIR FRANÇAIS SUR LA TUNISIE

Alliot-Marie sommée de s'expliquer devant l'Assemblée

La ministre des Affaires étrangères Michèle Alliot-Marie a été invitée à s'expliquer hier devant la commission des AE de l'Assemblée nationale, sur les positions complaisantes et même de soutien puis de rétropédalage récent qui a suivi la chute de Ben Ali. Faute politique lourde qui aurait dû l'amener à démissionner, affirment des opposants de gauche. Pas sûr en tout cas que la ministre puisse trouver des arguments convaincants pour justifier un flou artistique assez représentatif de la position du pouvoir français actuel en matière de politique étrangère. Des positions qui ne se départissent pas de réflexes néocoloniaux.

De notre bureau de Paris, Khedidja Baba-Ahmed

Que voulez-vous faire ? Personne ne pouvait prévoir que les choses allaient se dérouler aussi vite… aussi loin, et qu'elles seraient aussi rapidement dramatiques». C'est textuellement ce que déclarait, lundi sur RTL, le conseiller spécial du président Sarkozy, Henri Guaino. Ce dernier avait pourtant pour mission d'atténuer les tensions nées des premières déclarations de la ministre des Affaires étrangères, faites au plus fort des émeutes en Tunisie. En guise de réaction à la population tunisienne qui avait envahi les rues pour exiger le départ du despote qui dirigeait le pays et l'instauration d'un régime démocratique, le pouvoir français, par l'entremise de Michèle Alliot-Marie, n'avait pas trouvé mieux que de proposer de mettre à disposition du régime de Ben Ali l'expérience de la France en matière policière pour l'aider à mater la population qui faisait la révolution dans la rue. En fait, ces déclarations n'étaient pas moins qu'une assistance pour sauver le régime corrompu de Ben Ali, au moment même où ses forces spéciales chargeaient à balles réelles les manifestants et laissaient sur le bitume des citoyens sans vie. Face au tollé qu'ont provoqué ses déclarations, la ministre a bien tenté de les atténuer mais en vain. Dans le Journal de dimanche, elle explique : «Il y avait des tirs à balles réelles, des morts. Pour que de telles situations ne se reproduisent pas dans l'avenir, j'ai donc dit que nous étions prêts à aider à former les forces de l'ordre tunisiennes comme nous le faisons pour d'autres pays.» Loin d'éteindre le feu, Michèle Alliot-Marie l'a encore quelque peu attisé en refusant de qualifier le régime de Ben Ali de dictature. Un de ses conseillers, repris par le journal *Libération*, expliquait lundi : «C'est facile de qualifier a posteriori un régime quand il est tombé.» Et comme pour justifier encore la très ambiguë position française, il avance le décryptage du règne Ben Ali : «Au début, il y avait de réelles avancées démocratiques. A la fin seulement, le régime est devenu autoritaire.» Ces dernières heures, il semble que l'on ait distribué des rôles au sein du gouvernement Fillon pour rattraper, ce qui va être très difficile, la minable analyse politique de la situation que vivait le peuple tunisien et sur laquelle la France n'avait rien vu venir. Ainsi, comme pour se dédouaner un peu, Alain Juppé, le ministre de la Défense, fait incomber cette minable analyse de la révolution tunisienne à tous les pays occidentaux et pas seulement à la France : «Tous les pays, disons occidentaux au sens large du terme, européens et américains, ont considéré que la Tunisie était un pays stable politiquement, qui se développait économiquement, où le statut de la femme s'améliorait, où les classes moyennes émergeaient, où un effort important a été fait du point de vue de l'éducation.»

Et de conclure, maintenant que l'ami de la France a été délogé par la rue : «Sans doute avons-nous, les uns et les autres, sous-estimé le degré d'exaspération de l'opinion publique face à un régime policier et dictatorial.» Cette déclaration est à rapprocher de celle du président Sarkozy en avril 2008, qui, lors d'une visite officielle en Tunisie, effaçait d'un revers les critiques des opposants tunisiens et de certaines ONG, déclarant à propos de la gouvernance Ben Ali : «Un régime engagé dans la promotion des droits universels et des libertés fondamentales, où l'espace des libertés progresse.» Difficile donc à Alliot-Marie d'expliquer devant l'Assemblée comment elle, son gouvernement et à la tête de la France, son président ont pu se fourguer de cette façon dans leurs fines analyses, comment ils ont été à côté de la plaque et pour quelles raisons ils se sont mis des œillères jusqu'à ce que ce régime «engagé dans la promotion des droits universels et des libertés fondamentales» soit justement balayé par ceux qu'il muselait et à qui il refusait toute liberté. Il n'est pas étonnant que sur cette affaire tunisienne comme sur d'autres problèmes que vivent certains pays africains des anciennes colonies françaises, certains députés exigent que le gouvernement cesse enfin sa politique néocoloniale consistant en des positions pour le moins paternalistes et de désir ardent de continuer à protéger les despotes qui consentent tant que les intérêts français ne sont pas en jeu.

K. B.-A.

CRISE EN

Menaces sur

Des menaces fortes planent sur l'économie tunisienne : reflux touristique, reflux des investissements étrangers, incapacité à juguler le chômage…

Chérif Bennaceur – Alger (Le Soir)- «L'économie tunisienne est menacée».

Le constat émane de Abid Briki, porte-parole de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) qui ne reconnaît pas le nouveau gouvernement tunisien, désigné lundi. Selon le porte-parole de la Centrale syndicale, s'exprimant hier sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale, l'inquiétude est forte en raison des difficultés économiques actuelles. «L'économie nationale vit des difficultés énormes, difficiles à surmonter pour n'importe quelle équipe gouvernementale», relève ce leader de l'UGTT.

En termes, notamment, de dégradation de l'outil économique, de dysfonctionnement des circuits commerciaux, puisque des dizaines d'entreprises ont été détruites, comme le relève M. Briki.

Et ce, d'autant que les manifestations et les troubles ont généré un manque à gagner pour l'économie tunisienne estimé à 3 milliards de dinars tunisiens (environ 1,5 milliard d'euros) selon un constat officiel. Autre sujet de craintes pour ce syndicaliste tunisien, le sort du secteur du tourisme qui génère 7 à 8% de la richesse tunisienne et 18 à 20% des revenus extérieurs (2 milliards d'euros en 2010) et emploie près d'un million de travailleurs.

En effet, le risque de reflux des touristes étrangers de la destination Tunisie est très important, suite au départ massif, récemment, de milliers de visiteurs européens. En rappelant que la destination Tunisie accueille annuellement près de 7 millions de visiteurs. A ce propos, des observateurs évoquent une réduction des réservations de 30 à 50%, même si les infrastructures touristiques et hôtelières ont été relativement épargnées.

De même, le porte-parole de l'UGTT relève que plusieurs entreprises n'arrivent pas à exporter, incapables d'accéder aux ports.

Ce qui risque d'aggraver encore le déficit commercial de la Tunisie, dont les importations progressent davantage que les exportations, et d'autant que le niveau des réserves de change (13 060 millions de dinars tunisiens, à fin décembre 2010) couvre à peine 147 jours d'importations.